

Risque d'attentat contre une centrale nucléaire

23 mai 2016 • Paris | Par Françoise Boman, médecin, f-boman2008@hotmail.fr.

À la suite des attentats meurtriers du 13 novembre 2015 à Paris, notre gouvernement nous assure qu'il met tout en oeuvre pour nous protéger, et qu'il prend des précautions pour le cas, très improbable nous dit-il, où des attaques bactériologiques ou chimiques auraient lieu sur notre territoire. Mais ces deux risques représentent le "BC" du fameux "NBC". Et quid du "N", qui signifie "nucléaire" ? N'y aurait-il vraiment aucun risque d'attentat contre une centrale nucléaire "civile" dans notre pays ? (Alain Dubois)¹

"Il existe certainement un certain nombre de combinaisons, d'équations à plusieurs inconnues, comportant drones, kamikazes, gaz toxiques, explosifs, armes de guerre, complicités internes, etc., qui rendent légitime l'inquiétude. Et cette inquiétude n'est pas levée lorsqu'on se souvient que, récemment encore, des militants de Greenpeace ont pu pénétrer dans des centrales françaises et que des drones ont pu les survoler, sans oublier que récemment encore un pilote "dépressif" a précipité son avion contre une montagne mais aurait également pu le faire contre une centrale nucléaire... Certes, ce danger, dénoncé depuis des décennies (par exemple par Les Amis de la terre dans "L'escroquerie nucléaire", Stock, 1975) ne s'est pour l'instant jamais concrétisé, mais il serait fort présomptueux d'affirmer qu'il ne le sera jamais. Et si l'on attend qu'il l'ait été pour en discuter, il sera trop tard.

L'absence de toute mention du nucléaire dans les communiqués "transparents" du gouvernement n'est pas due à un oubli. Elle est en fait très parlante. Elle souligne le fait que le nucléaire en France fait partie du domaine réservé de l'État, et plus encore, du domaine régalien du président, et que les citoyens ne doivent y fourrer le nez sous aucun prétexte.

(...) N'est-il pas hallucinant que, dans le pays le plus nucléarisé du monde, les citoyens n'aient jamais une fois depuis 1958 eu l'opportunité de s'exprimer, soit par vote direct par référendum, soit à travers leurs élus parlementaires, sur l'opportunité de lancer, développer et maintenir une "force de frappe" nucléaire (qui fait avant tout de notre pays une cible potentielle !) et un nucléaire "civil" (quoiqu'étroitement lié au nucléaire militaire), toutes les décisions dans ce domaine ayant été prises au niveau de l'exécutif sans débat parlementaire ?

Une telle situation caractérise-t-elle vraiment un Etat "démocratique" et ne faudrait-il pas que cela change ?

(...) Ce que nous sommes en droit d'attendre de notre gouvernement est la mise à l'arrêt sans délai des réacteurs de toutes les centrales nucléaires du pays, comme l'un des éléments de l'état d'urgence - et comme l'a fait immédiatement le Japon après la catastrophe de Fukushima"¹.

Selon le journaliste Nicolas Hénin, il faut réduire la part militaire de notre intervention en Syrie au profit d'une solution politique. Sans cela, il est illusoire d'espérer échapper à la violence. C'est la violence de la répression du régime syrien qui a produit la radicalisation². La fuite en avant militaire du gouvernement français n'est pas une solution à des questions fondamentalement politiques, économiques, et de justice sociale. Au lieu de nous protéger comme elle le prétend, elle nous met plus encore en danger.

La guerre appelle la guerre. L'intensification des bombardements appelle un nouvel attentat qui pourrait être terriblement plus dévastateur que les précédents. Un désastre nucléaire ruinerait, déstabiliserait et contaminerait durablement la France. La seule issue est d'arrêter les bombardements en Syrie, et toute intervention armée de la France à l'étranger.

Conclusions : comme la guerre, le nucléaire tue et pollue. C'est la pire des pollutions car elle est irréversible. Dans une France traumatisée par les attentats du 13 novembre 2015, l'arrêt de nos guerres, et l'arrêt du nucléaire militaire et civil sont d'autant plus nécessaires et urgents.

Sources

1. Alain Dubois. <http://blogs.mediapart.fr/blog/alaindubois/201115/et-le-risque-dattentat-contre-une-centrale-nucleaire>. 20 novembre 2015.
2. Nicolas Hénin. Les frappes aériennes alimentent le discours de Daech. [Article paru dans Politis n° 1378](#).